

La Gazette des Comores

Paraît tous
les jours sauf
les week-end

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

19^{ème} année - N° 3239 - Mardi 18 Septembre 2018 - Prix : 200 Fc

LIBRE ÉCHANGE CONTINENTAL

Les experts se penchent sur le document final



Participants à la cérémonie d'ouverture
de la réunion des experts

LIRE SUITE PAGE 3

Prières aux heures officielles
Du 16 au 20 Août 2018

Lever du soleil:
06h 20mn

Coucher du soleil:
18h 03mn

Fadjr : 05h 09mn
Dhouhr : 12h 15mn
Ansr : 15h 17mn
Maghrib: 18h06mn
Incha: 19h 20mn



FIN DE MISSION DE RAMTANE LAMAMRA

*"Un manque de stratégie
lisible pour l'opposition"*

LIRE PAGE 3

Visitez le site de la Gazette
www.lagazettedescomores.com

FIN DE MISSION DE RAMTANE LAMAMRA

"Un manque de stratégie lisible pour l'opposition"

Le Haut représentant de l'Union africaine, Ramtane Lamamra, a quitté le pays après avoir mis en place le dialogue inter comorien. La société civile, qui a rejoint les pour-parlers, regrette un manque de stratégie de la part de l'opposition et une certaine indolence de la part des autorités.

Du 14 au 16 septembre, des réunions regroupant des membres de la mouvance présidentielle, de l'opposition et de la société civile se sont tenues, sous l'égide de Ramtane Lamamra, dépêché à Moroni pour l'occasion. Interrogé par La Gazette des Comores à l'issue de cette mission, Ait Ahmed Djalim du mouvement Ngo-shawo regrette que la société civile n'ait pas participé au dialogue en tant qu'entité à part entière mais qu'elle ait été obligée d'intégrer une des deux parties pour prendre part au dialogue. « Je considère tout de même que l'ouverture de ce dialogue est un palier franchi parmi tant d'autres qu'il faudra franchir. Dans la dernière déclaration des organisations de la société

civile, nous avons demandé entre autres, la mise en place d'un cadre de concertation inclusif sous l'égide de l'UA pour sortir de cette crise, je peux donc dire que c'est encourageant. Bien que le plus dur ne fait que commencer, je garde espoir que de la discussion jaillira la lumière ».

Sceptique, il dira sa confusion devant l'attitude de l'opposition dont il regrette le manque de stratégie. « J'ai l'impression qu'elle s'aligne sur la position du gouvernement en mettant en veilleuse la question du référendum constitutionnel. Mais ce n'est pas une surprise en soit car ce qui intéresse les deux parties confondues, à mon sens, c'est malheureusement le seul maintien ou la conquête du pouvoir. Mais pas la construction d'un état de droit et d'une nation unie ni l'amélioration des conditions de vie du peuple comorien ».

Pour Moudjahid Abdou bastoi de la société civile également, l'heure est au pessimisme quant à une solution négociée de la crise politique actuelle. « Dans le camp du régime, il y a tout sauf des faiseurs de paix. Pas de volonté politique de la part du Chef de l'État pour sortir de



la crise. Celui-ci n'est à l'aise pour gouverner que quand le pays est divisé. Et aucune personne dans l'entourage du Président n'est capable de ramener ce dernier à la raison », dit-il. Il portera le même constat sur l'opposition.

« Il n'y a aucune stratégie lisible. Elle fait semblant de faire équipe, mais, au fond, elle est minée par des dissensions insurmontables », lance-t-il, avant d'ajouter que « ses membres se préparent déjà aux prochaines échéances présidentielles, en rangs dispersés. Comment

voulez-vous, dans ces circonstances, que la mission de l'Union africaine soit bénéfique pour le pays », s'interroge-t-il. L'ordre du jour portait sur plusieurs points dont une série de mesures d'apaisement et d'assainissement du climat politique, un cadre de concertation et de dialogue entre les parties comoriennes, la promotion des principes d'autonomie des îles et de la tournante, et des perspectives politiques et institutionnelles.

Mohamed Youssouf

MISSION DE L'UA À MORONI

Une série de recommandations censées "apaiser le climat politique"

Le haut représentant de l'Union Africaine (UA) a quitté Moroni dimanche dernier. Ramtane Lamamra a proposé une série de mesures aux parties prenantes pour apaiser et assainir le climat politique.

Le haut représentant de l'Union Africaine dépêché à Moroni par le président de la commission de l'Union Africaine, Moussa Faki Mahamat a quitté la capitale avant-hier. Dès son arrivée dans le pays, l'émissaire de l'UA a rencontré les différentes parties de l'échiquier politique du pays, ceci dans le but de dénouer la crise politique qui secoue les Comores depuis plusieurs mois. «

Contre toute attente, les uns et les autres ont décidé de parvenir à une subordination des rapprochements de points de vue », a confié Lamamra.

Dans cette optique, l'ordre du jour a été discuté de façon consensuelle et portait sur plusieurs questions notamment « le respect du droit de manifester, de réunion et d'expression et de la liberté de presse écrite et radio, réactivation de la commission nationale des droits de l'homme par le renouvellement de son bureau, mise en place d'un cadre de concertation sur les question relatives à l'autonomie des îles entre l'Union et les entités insulaires ».

L'opposition a principalement axé

ses requêtes sur le cas des détenus politiques. Raison pour laquelle les mesures d'apaisement portent également sur un « réexamen favorable des situations des personnes inculpées dans les affaires liées au contexte politique en attendant la fin de l'instruction puis l'opportunité du processus en cours de levée de l'immunité des parlementaires ainsi que l'assouplissement des mesures administratives frappant certaines personnalités en ce qui concerne leur circulation entre les îles ».

Confiant, le haut représentant de l'Union Africaine a quitté le sol comorien avec l'idée de trouver une solution aux problèmes politiques, ceci malgré le « non-consentement de l'op-

position sur les élections présidentielles anticipées ». Un point qui figure également à l'ordre du jour selon l'émissaire panafricain. Une visite qui a quelque part porté ses fruits puisqu'après le départ de Lamamra, une structure a été mise en place pour permettre aux parties concernées d'établir le dialogue. Une structure qui sera co-présidée par deux membres appartenant à la mouvance présidentielle et l'opposition.

Kamal Gamal (stagiaire)

LIBRE ÉCHANGE CONTINENTAL

Les experts se penchent sur le document final

Les travaux techniques des experts du Comité de commerce et d'industrie de l'Union africaine se poursuivent à Moroni. La cérémonie d'ouverture a eu lieu hier et vu la présence du ministre des Finances et du Budget, Saïd Ali Chayhane, en présence du directeur général adjoint du Cameroun qui assure la présidence avant de passer la main au directeur général des douanes comorien.

Du 17 au 21 septembre, l'Union des Comores abrite pour la première fois de son histoire, la réunion ordinaire du sous-comité des directeurs généraux des douanes de l'Union africaine. Cette

rencontre panafricaine, la 10e du genre après celle du Cameroun en novembre 2017, est placée sous le thème : « Combattre la corruption au sein des douanes pour mieux mettre en oeuvre la zone de libre échange continentale africaine (ZLECAF) ». La réunion, qui rassemble 54 pays de l'Afrique, a démarré hier et a été présidée par le ministre des Finances et du Budget. Il s'agissait de l'ouverture des travaux techniques des experts des pays membres. Dans son discours d'ouverture, Saïd Ali Said Chayhane a rappelé que durant les trois jours de réflexion, les experts vont pouvoir prendre en compte les spécificités des petits Etats insulaires du continent. Le ministre a insisté sur le fait qu'il ne fallait surtout

pas négliger les vulnérabilités aux risques d'une économie mondialisée.

Les travaux de ces experts, qui se réunissent une fois par an, a pour objectif de promouvoir et d'encourager l'adoption et l'application de mesures de lutte contre la corruption sur le continent. Durant cette rencontre à Moroni, les experts vont élaborer les méthodes pour analyser la nature et l'ampleur de la corruption en Afrique et diffuser l'information et sensibiliser l'opinion publique sur les effets négatifs de la corruption. Les conclusions de ce travail de trois jours « seront ensuite représentées lundi prochain, au Comité spécialisé de l'Union Africaine sur le Commerce, l'Industrie et les Ressources minières, lors de la rencontre

des directeurs généraux des douanes de l'Union africaine sous l'oeil attentif du commissaire en charge du commerce et de l'industrie de l'Union africaine, Alber M. Muchanga », a révélé Kamaldine Soeuf, directeur des Douanes comoriennes. Il ajoute que le secrétaire général de l'organisation mondiale des Douanes (OMD), Kunio Mikuria, en poste depuis janvier 2009, a annoncé son intention d'être présent à cette rencontre historique. Selon le directeur général des douanes des Comores, durant la période 2018/2019, c'est « notre pays qui va assumer toutes les réunions de l'organisation »

Ibnou M. Abdou

CRISE POLITIQUE

Comme Ndzouani, l'Exécutif de Ngazidja rejette la nouvelle Constitution

L'Exécutif de Ngazidja ne reconnaît pas la nouvelle Constitution révisée du 30 juillet dernier. Il se joint à celui de Ndzouani pour contester la légalité des nombreux décrets pris après cette date, par le pouvoir central.

Droit dans ses bottes, l'Exécutif de Ngazidja rejette catégoriquement le processus référendaire entamé par le Président de la République. « Le gouverneur Hassani Hamadi est élu pour cinq ans et il n'y a pas moyen d'écourter son mandat », lance le commissaire à la fonction publique et porte-parole de l'Exécutif, Issihaka Mdoihoma. La nouvelle Constitution fait fi des dernières élections ayant porté Hassane Hamadi à la tête de Ngazidja. C'est également la réponse du

chef de l'Exécutif, représenté par son directeur de Cabinet, au président de la République lors de la rencontre des grands élus.

Suite à l'arrivée à Moroni du haut représentant de l'Union Africaine, Ramtane Lamamra, l'Exécutif s'est dit ouvert au dialogue avec toutes les parties prenantes afin de mettre fin à la crise politico-institutionnelle que traverse le pays. « Nous sommes bien conscients que le pays traverse une période de crise, et si le gouvernement de l'Union accepte de passer au dialogue, l'Exécutif de Ngazidja en fera autant », insiste le porte-parole.

Ce dernier, qui parle d'un processus « illégal et illégitime » s'agissant du référendum adopté le 30 juillet dernier, explique que l'article 42 de la Constitution de 2001 stipule « noir sur blanc » qu'«



en aucun moment on ne peut toucher ni à l'autonomie des îles ni à l'unité nationale». « Tout ce qui portera atteinte à l'autonomie des îles ou à l'unité nationale est nulle et non avenu », martèle Issihaka Mdoihoma. Ce dernier remet en cause la décision du ministre des finances qui demande la fusion des fonctions publiques.

« Nous avons reçu du ministre des finances une lettre qui fait peur... Une lettre qui demande à l'Exécutif de soumettre le fichier GISE qui gère les fonctionnaires de l'Exécutif », se plaint Issihaka Mdoihoma qui précise que la loi est là. Une, qui régit les compétences de l'Exécutif et une autre pour les compétences de l'Union. « Il n'y a

pas une autre loi qui vient annuler celle-là », précise-t-il. Après Anjouan, c'est maintenant au tour de Ngazidja de camper sur sa position. Le chef de l'Etat lui se prépare aux élections anticipées censées se dérouler dans quelques mois, conformément à la nouvelle Constitution.

A.O Yazid

EDUCATION

Le lycée d'excellence de Ngazidja présente des résultats encourageants

Deux ans après son ouverture, le Lycée d'excellence de Ngazidja répond aux normes à en croire le commissaire à l'Education de l'île, Maoulida Ben Ousseine. Premier en pourcentage (99% de taux de réussite) avec le baccalauréat session 2018, le Lycée a vu 20 de ses 21 élèves réussir, avec notamment 4

mentions bien.

Recrutés par voie de concours avec une moyenne supérieure ou égale à 12, les élèves du lycée de référence de Ngazidja ont du potentiel. Pour le Commissaire à l'Education, Maoulida Ben Ousseine, la mission première de l'éta-

blissement est de « pousser le pays à l'émergence » en offrant un « enseignement de qualité » afin de former des élites dans l'avenir. « Le lycée d'excellence de Ngazidja a ouvert en milieu de l'année scolaire 2015/2016. Nous y croyons et nous allons fournir tous les efforts pour progresser et battre le record », explique Maoulida Ben Ousseine.

Malgré les difficultés financières, la volonté des collaborateurs et la politique du gouverneur ont grandement aidé à sa réussite. « Notre travail a fourni ses fruits car en deux ans d'existence, le lycée progresse en matière de résultats. Par exemple, la session 2018, il est ressorti premier avec 99% de taux de réussite au baccalauréat », a-t-il précisé.

Le lycée d'excellence de Ngazidja devance de loin celui d'Anjouan qui a ouvert pourtant ses portes en 2012. Malgré les problèmes financiers, le Commissaire se réjouit que leurs efforts ne soient pas vains. « Quelle que soit la situation politique du pays dans l'avenir, le lycée d'excellence existera », assure Maoulida Ben Ousseine. Les inscriptions pour l'année scolaire 2018-2019 sont ouvertes; suivront les concours selon l'arrêté ministériel fixant le déroulement de l'année scolaire. « Le lycée d'excellence doit être une référence pour une excellente construction du pays », a conclu le Commissaire à l'Education.

A.O Yazid



Au premier plan, Maoulida Ben Ousseine, commissaire à l'éducation.jpg

TECHNOLOGIE

Géolocalisation, le logiciel "pour tracer et surveiller" les objets et les individus

La société de technologie et télécommunication Wanas Systèmes a présenté mercredi son logiciel, "Geolocalisation". Une solution numérique de sécurité et de télésurveillance selon ses concepteurs, Moussa Ahmed Tsodé et Gilbert Humblot.

"La Géolocalisation est un système de sécurité et télésurveillance utile pour toutes personnes en mouvement", explique Moussa Ahmed Tsodé, directeur général de Wanas Système. Devant la presse, Tsodé et son partenaire, Gilbert Humblot ont présenté leur produit, "Géolocalisation", qui à les en croire sera utile aux Comoriens, surtout les pêcheurs lors de leur déplacement en mer. « Aujourd'hui avec Géolocalisation, nous observons tous les mouvements et la distance parcourue par le pêcheur dans la mer à l'aide

d'un traqueur installé dans le bateau».

Le produit, hybride, fonctionne à l'aide du réseau mobile mais aussi grâce au satellite. « Quand on est en mer, il y a des zones où le réseau mobile est faible. Dans ce cas, on suit directement le pêcheur par satellite». Le système peut aider également les grandes sociétés locales à contrôler les parcours de leurs véhicules.

A l'exemple des sociétés comme CBE ou encore Comores Telecom qui peuvent "contrôler les itinéraires de leurs véhicules dans la plateforme à l'aide d'un traqueur différent de celui installé dans le bateau". Et à ceux qui comparent Géolocalisation au Gps, Gilbert Humblot répond: « Le GPS indique le chemin par contre la Géolocalisation permet de tracer et de suivre l'objet ou l'individu ».

Kamal Gamal (stagiaire)

WASUYA
InnoVe ta com'

Stratégie de communication
Création graphique
Relations presse
Production de contenus
Community management
Événementiel

contact@wasuya.km
Moroni Badianani, Bâtiment La Gazette des Comores

BASKET-BALL (3 X3) DES MOINS DE 18 ANS

Tournoi de qualification à Moroni

Le département des jeunes du basket-ball à trois prépare une participation à un tournoi international des U18, prévu à Gaborone (Botswana) l'année prochaine. La journée dominicale a regroupé à Moroni seize équipes, féminines et masculines. Un soleil brûlant, une organisation désordonnée ont rendu lourd le climat : aucune bouteille d'eau, cadres techniques non avisés. Vers 14 heures, une pluie perturbatrice a contraint les organisateurs à suspendre la compétition.

L'organisateur du basket-ball à trois des jeunes, nés en 2011, 2012 et 2013, s'apprête à prendre part à un tournoi international au Botswana en 2019. Un regroupement des jeunes a eu lieu à Moroni le week-end. Environ trois cents adolescentes et adolescents, compris des accompagnateurs étaient présents pour le tournoi de qualification. « Ce tournoi est une opération de détection. Les jeunes talents existent ici. Et avec un bon encadrement technique, ils sont capables de rivaliser avec des équipes du conti-

nent. Leur minuscule taille nous inquiète beaucoup. Nous envisageons de nous rendre à Ndzuani pour des opérations similaires », explique le coordinateur général du Basket-ball à trois aux Comores. Moili est exclu du projet, car la discipline serait à un stade embryonnaire. La préoccupation de l'organisateur se justifie. En 2017 à Botswana, nos U18 ont terminé 7e sur 12.

Une pluie a rendu service

« Nous avons été surpris par le niveau de jeu. Dans cette 2e édition, nous comptons présenter des équipes compétitives. Il faut que les Comores relèvent le défi », avertit notre interlocuteur. Le vrai défi à relever c'est la qualité de l'organisation interne. « Nous, on a crevé. On nous a convoqué au stade depuis 8h 00. On a arbitré les matches sous un soleil suffocant. On n'a rien bu ni mangé jusqu'à la fin du tournoi. C'est grave. Sans bouteilles d'eau, les gosses ont crevé », regrette un des arbitres, convoqué au hasard.

Le dimanche 16 septembre dernier



Les jeunes basketteurs en pleine action

donc, le 1er match a été prévu vers 9h 00. A 9h 30, on montre aux officiels de la table-chronomètre comment remplir les feuilles de match. A 9h 45, les arbitres prennent connaissance des règles du jeu du basket-ball (3 x3). La 1ère rencontre de ces jeunes (16, 17 et

18ans) a débuté 10h 15 sous un soleil brûlant. Et jusqu'à 14 heures, aucune bouteille d'eau n'a été aperçue au terrain. Plus tard, une pluie perturbatrice a rendu service à l'organisateur.

Bm Gondet

NÉCROLOGIE

Ahmada Adamou alias Mcharbon n'est plus

Mcharbon, capitaine de la première sélection nationale de basket-ball des Comores, n'est plus. Né à Madagascar, il rentre aux Comores en 1973. Sur place, il poursuit ses activités sportives et parallèlement s'intègre dans la vie active. A Mayotte, ses qualités professionnelles séduisent les firmes Peugeot et GazMa. Ses compétences spor-

tives retiennent l'attention du milieu basketballistique. Âgé de 69 ans, Mcharbon nous a quittés. Les obsèques ont eu lieu à Mayotte le samedi 15 septembre 2018.

Mcharbon est l'un des premiers comoriens sélectionnés dans l'équipe nationale malgache de basket-ball. Il

débuta ses études coraniques chez Fundi Latufa. Après ses classes primaires à l'École comorienne, il s'est orienté dans un centre de formation technique où il a décroché ses diplômes. Il était talentueux et omnisportif : Basket-ball, Football et Hand-ball. Très jeune, il est retenu dans deux sélections scolaires de Majunga (Basket-ball et Hand-ball). « On était ensemble. On a joué contre la Réunion. Il était le poumon des deux équipes », affirme un de ses coéquipiers qui requiert l'anonymat. Ses aptitudes techniques hors-pairs l'ont conduit à la sélection majungaise adulte de basket-ball. Plus tard, il intègre l'équipe nationale malgache. En 1973, ses parents, ses quatre sœurs et lui choisissent de rejoindre la patrie.

Aux Comores, il n'abandonne pas ses passions sportives : football (Coin nord), basket-ball et handball (Anamaco et Amisco). Il était le capitaine de la première équipe nationale de basket-ball des Comores, lors des premiers Jeux des îles de l'Océan indien

de la Réunion en 1979. Adamo s'intègre dans la vie active : enseignant au centre technique d'Ouani, chef d'équipe aux travaux publics. Il bénéficie d'une bourse de perfectionnement en France.

Et plus tard, il devient Directeur des Ressources humaines à GazCom. « Il était aimable et ouvert, mais strict aussi. Certains fantaisistes le qualifient à tort de chef méchant. Il était fidèle en amitié. Notre génération de 50 à 60 ans a beaucoup d'estime et de respect pour lui », clarifie son coéquipier, ci-dessus. Il émigre à Mayotte où ses qualités professionnelles séduisent les firmes Peugeot et GazMa (Gaz-Mayotte). Ahmada Adamou a rendu l'âme à Mayotte des suites, dit-on, de problèmes odontologiques. Les funérailles ont eu lieu sur place, le week-end. Ses amis de Karthala présentent leurs condoléances les plus attristées à la famille du défunt. « Adamo n'est pas mort. Il nous attend au paradis ! ».

Bm Gondet



Mcharbon coach à droite

ENERGIE

Un contrat avec ABC Contracting pour le renforcement du réseau électrique

La direction de l'énergie, des Mines et de l'Eau et la société ABC Contracting de Belgique ont paraphé jeudi dernier un contrat sur le renforcement de l'électricité dans le pays. Il porte sur le renouvellement du réseau électrique et il est financé par la Banque Africaine de Développement (BAD).

Jeudi dernier, le directeur général de l'énergie, des mines et de l'eau, Maziada Ali Ibrahim et celui de la société ABC Contracting de Belgique, Nicolas Schiffers, ont signé un contrat pour la réhabilitation du réseau électrique. Le projet porte sur

trois activités phares à savoir la réhabilitation du réseau électrique, la sécurisation des centrales électriques qui sont très fragiles et leur renforcement en capacité de stockage pour mettre en place un plan pour améliorer les centrales hydraulique de Ndzouani et Mwali, deux îles disposant d'un potentiel en eau capable de fournir une énergie sans recourir à la consommation de carburant.

« La signature du contrat aujourd'hui est le premier volet car «il s'agit du renouvellement du réseau électrique, qui devrait permettre la réduction de la perte technique évaluée à 40% aujourd'hui, il améliorera aussi

la qualité de l'électricité et enfin il rendra meilleur le service en réduisant la fréquence des coupures », avance Zababi Msaidié, coordinateur du projet d'Appui au Secteur de l'Énergie (PASEC)

Le directeur général de l'énergie a pour sa part saisi l'occasion pour féliciter le gouvernement comorien pour sa politique de mobilisation des ressources en vue de financer le développement des Comores en particulier dans le secteur de l'énergie. « Les procédures de ce projet nous ont pris beaucoup de temps pour que la BAD accepte les dossiers. Ce montant de 1 milliard 958 million 552 mille 874

Francs comoriens est un don de la BAD, fruit d'une coopération séculaire et fructueuse du gouvernement de l'Union des Comores avec cette prestigieuse institution financière africaine, qui n'a jamais cessé d'appuyer notre pays depuis son accession à l'indépendance, notamment dans le domaine de l'énergie », a déclaré Maziada Ali Ibrahim, le directeur de l'énergie. Ce don sera suivi dans les semaines à venir par un autre pour soutenir le secteur énergétique, notamment dans le renforcement des capacités des institutions en charge de l'énergie.

Nassuf Ben Amad (Stagiaire)

TROIS QUESTIONS À MAHAMOUD SALIM HAFI " Je suis ambitieux "

Mahamoud Salim Hafi, ministre de l'éducation nationale, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique a procédé hier en fin de journée, à la mise en place administrative du Comité transitoire de gestion de l'Université des Comores (UDC). Ce dernier a salué la parfaite collaboration des enseignants sur la levée du blocage de l'institution. A la fin de la rencontre, le Ministre a accepté de répondre à trois questions pour éclaircir sa volonté d'accompagner les réformes de l'institution.

Que pensez-vous de cette sortie de crise ?

Mahamoud Salim Hafi : Je ne peux pas me réjouir de cette sortie de crise parce que je suis enseignant et je sais que si tu arrives à passer ce cap, il faut se projeter vers autre chose. Mon souhait, c'est de voir le Comité réussir sa mission. Les membres ont un cadre de discussion qui est mis en place et j'espère qu'ils en profiteront pour aboutir à quelque chose de concret pour satisfaire tout le monde mais pas le Ministre ni le Président. Je ne peux pas dire maintenant que la rentrée n'est pas compromise, que la crise est réglée.

Vous avez soulevé les problèmes que connaît l'UDC notamment, je reprends vos termes: les «notes sexuellement transmissibles». Comment comptez-vous lutter contre ce fléau ?

MSH : Vous savez, il suffit juste d'appliquer le règlement. Et de dire aux parents de cesser d'apporter leur complicité. L'UDC a ce qu'on appelle

un Conseil de discipline et dont j'ai demandé qu'on le transforme en Conseil d'éthique. Attirer aussi l'attention des étudiants qui sont d'une part complices et responsables sur certaines pratiques. On se doit d'appliquer la pédagogie. Nous sommes des éducateurs et nous nous devons d'être responsables et de dire "ça suffit" pour changer les mauvais comportements de part et d'autre.

Vous avez parlé d'élargir l'UDC en ouvrant les filières existantes aux masters et doctorants, comment comptez-vous vous y prendre?

MSH : La devise de l'UDC, c'est: «Clamer que le chemin est long ne le raccourcit pas, le raccourcir c'est faire



Mahmoud Salim Hafi avec les membres du comité provisoire de gestion de l'Udc

un pas en avant», et ma réponse et dans. Tant qu'on n'a pas des ambitions, on ne réussira pas. Il faut avoir un plan ambitieux pour réussir. On est déjà en train de construire des amphithéâtres et on espère que d'ici trois ans, l'Université proposera d'autres forma-

tions à la fois techniques et scientifiques. Je suis ambitieux et j'ai confiance en la réussite de l'UDC avec les réformes appliquées.

Propos recueillis par A.O Yazid



AVIS D'APPEL D'OFFRES



Consultants nationaux pour l'évaluation externe des résultats des projets pbf bis gérés par le PNUD

Dans le cadre du Projet d'appui à la planification et à la coordination de l'action gouvernementale, le PNUD cherche à recruter une équipe de 2 consultants nationaux (un senior et un junior) pour conduire un exercice d'évaluation des résultats des deux (2) projets suivants : « la réforme sécuritaire en Union des Comores » et « appui au développement des capacités nationales en matière de consolidation de la paix ».

Les consultants spécialisés dans ce domaine et intéressés par cet appel d'offres sont priés de bien vouloir :

Prendre connaissance des Termes de Référence et télécharger les documents de l'appel d'offres à partir du site du PNUD https://jobs.undp.org/cj_view_job.cfm?job_id=80976

Au plus tard le mardi 25 septembre 2018